



ÉTUDE DE CAS : OUGANDA

ÉVALUATION DES CAPACITÉS POUR UNE MEILLEURE NUTRITION EN OUGANDA

Pays: **Ouganda**
Année: **2013**
Domaine technique: **Nutrition**
Bonnes pratiques de renforcement des capacités:
Évaluation des capacités; Processus multipartites

HISTORIQUE

Bien que le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté en Ouganda ait diminué de moitié cette dernière décennie, le taux de malnutrition a augmenté de 27 à 30 pour cent. Au cours de la même période, la consommation alimentaire journalière par habitant a reculé de 9,5 pour cent, ce qui représente une baisse des apports énergétiques alimentaires. Plusieurs raisons expliquent cette situation, mais selon le Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda (2011-2016) le manque de capacités est l'un des cinq principaux facteurs à l'origine de la persistance de la malnutrition.

PERSISTANCE DES DÉFICITS DE CAPACITÉS MALGRÉ L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Au niveau national, il existe une forte volonté politique en faveur des activités nutritionnelles¹. Toutes les initiatives dans ce domaine relèvent du Bureau du Premier Ministre. De nombreux programmes non gouvernementaux sont mis en œuvre dans le pays, notamment l'Initiative de partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH).

En 2013, avec le soutien du Programme UE-FAO de gouvernance mondiale améliorée pour lutter contre la faim, la FAO et ses partenaires ont lancé en Ouganda une évaluation des besoins de capacités. Cette évaluation a souligné qu'au niveau du district, là où se déroulent la plupart des activités

nutritionnelles, il faut renforcer les capacités de mise en œuvre des interventions nutritionnelles.

MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS



« L'Ouganda a lutté avec succès contre la pauvreté ces dix dernières années, mais la malnutrition demeure un problème majeur. La FAO contribue à surmonter les contraintes au niveau des capacités institutionnelles grâce à une évaluation structurée et à une approche du développement dans la durée ».

- *Alhaji M. Jallow, Représentant de la FAO en Ouganda*

Le principal objectif de l'évaluation était de déterminer les déficits de capacités pour la mise en œuvre des programmes nutritionnels comme indiqué dans le Plan d'action pour la nutrition. La FAO, en collaboration avec un cabinet de consultants (RECABIP) et les membres du personnel de REACH, a interrogé les parties prenantes dans trente et un districts. **Les questionnaires et les modèles d'évaluation des capacités** ont été adaptés pour les différentes parties prenantes, notamment les médias, les membres des communautés, les décideurs, etc. Les outils de renforcement des capacités de la FAO, comme **l'Outil d'analyse des parties prenantes**, ont aussi été utilisés. Ce dernier s'est révélé particulièrement efficace pour identifier les personnes qui ignoraient l'existence de politiques nutritionnelles ainsi que celles à qui il fallait donner les moyens d'agir.

Les résultats ont été analysés par un grand nombre de parties prenantes dans le cadre d'ateliers participatifs. Les participants ont aussi examiné et décidé par consensus des prochaines étapes à suivre et des actions à mener en priorité.

¹ Plan pour la nutrition de l'Ouganda (2011-2016), Politique d'alimentation et de nutrition de l'Ouganda (2013), Plan d'investissement pour le secteur de la santé (1990-2015) et Plan de développement national (2010-2015). L'Ouganda est aussi l'un des pays chef de file de l'initiative Renforcer la nutrition (SUN).

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS

Les participants de l'atelier se sont rendus compte que les solutions techniques ne suffisaient pas et que si les taux de malnutrition restaient élevés malgré la hausse de la productivité alimentaire et des revenus il fallait en rechercher la cause au niveau institutionnel.

Les déficits de capacités identifiés étaient notamment:

- 1. Communications:** Les politiques nutritionnelles nationales (comme le Plan d'action pour la nutrition) n'ont pas été communiquées, sous formats appropriés, aux différentes parties prenantes.
- 2. Compétences:** Il manque de spécialistes de la nutrition au niveau des districts. Les membres des comités de coordination de la nutrition au niveau des districts proviennent des secteurs apparentés, comme la santé et l'agriculture, mais la plupart du temps n'ont pas de formation spécifique dans le domaine de la nutrition.
- 3. Suivi:** Les systèmes de suivi et d'évaluation au niveau des districts n'ont pas d'objectifs nutritionnels ni d'indicateurs de performance.
- 4. Financement:** Le financement des programmes nutritionnels semble bénéficier d'une faible priorité auprès des partenaires du développement et du Gouvernement ougandais.
- 5. Partage de l'information:** Les spécialistes de la nutrition échangent des informations essentiellement dans le cadre d'ateliers et de séminaires. Les informations sur la nutrition sont rarement partagées avec les communautés et les autres utilisateurs importants.
- 6. Coordination:** Il n'y a pas de coordination entre les différents secteurs lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre des activités.

CONSENSUS SUR LES ÉTAPES SUIVANTES

Les participants ont défini un certain nombre de mesures à prendre pour renforcer les capacités d'améliorer la nutrition:

- 1.** Sensibiliser le personnel des administrations locales, les donateurs et les ONG aux plans nationaux pour la nutrition.
- 2.** Renforcer les capacités des parties prenantes du secteur public, du secteur privé et de la société civile d'intégrer et de suivre les objectifs nutritionnels dans leurs programmes de base. Les capacités de plaider en faveur de la réalisation de ces objectifs doivent aussi être développées.

- 3.** Améliorer la capacité des comités de coordination de la nutrition au niveau des districts de communiquer l'information aux différentes parties prenantes, en particulier aux membres des communautés.
- 4.** Soutenir les programmes de formation nutritionnelle dans les instituts d'enseignement supérieur et autres établissements universitaires et instituts de recherche
- 5.** Renforcer les forums et les réseaux afin de diffuser largement l'information en matière de nutrition et resserrer la collaboration entre les différentes parties prenantes.

Approche de la FAO en matière de renforcement des capacités

Afin que les travaux de la FAO aient un impact durable, les capacités nationales doivent être évaluées de manière réaliste sur les plans suivants:

- **Individus** - savoir, compétences, comportement et attitudes;
- **Organisations** - mandats, priorités, processus et structure;
- **L'environnement favorable** - y compris la volonté politique, les cadres décisionnels et juridiques.



CONCLUSION

L'étude de cas de l'Ouganda témoigne de la valeur d'une approche globale à l'échelle du pays pour traiter les problèmes nutritionnels car elle permet d'identifier les déficits des capacités à l'aide des outils d'évaluation de la FAO. Le processus d'évaluation des capacités, et les éléments de preuve recueillis, a permis de renforcer l'appropriation par le pays et l'engagement des parties prenantes. Bien que le processus ne soit en aucune façon achevé, il existe maintenant un consensus sur la manière dont l'Ouganda peut renforcer ses capacités institutionnelles pour améliorer la nutrition.

Pour en savoir plus sur l'outil d'évaluation des capacités, prière de consulter le site:

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/capacity_building/FAO_CD_LM2.pdf